Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 27 janvier 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 299 000 francs destiné aux installations de sécurité anti-intrusion, détection incendie, éclairage de secours, voies d'évacuation, sonorisation d'évacuation et mise en passe pour divers bâtiments propriété de la Ville de Genève.

Rapport de M^{me} Isabelle Brunier.

Traitement de la proposition

La proposition PR-771 a été renvoyée à l'examen de la commission des travaux et des constructions lors de la séance du Conseil municipal du 16 février 2010. Elle a été traitée lors d'une unique séance de ladite commission, le 17 mars 2010, sous la présidence de M^{me} Maria Pérez. Le procès-verbal a été rédigé avec beaucoup de soin par M. Jorge Gajardo Muñoz, qu'il en soit ici chaleureusement remercié.

Rappel du préambule de la proposition

Le Service des bâtiments a pour mission d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les bâtiments propriété de la Ville de Genève. Ces installations de haute technicité ont des durées de vie limitées et doivent par ailleurs suivre les niveaux d'innovation nécessaires à les rendre crédibles.

La présente demande de crédit vise à mettre à jour un certain nombre d'installations, à compléter d'autres équipements ou à créer des systèmes dans des lieux qui, par leurs nouvelles affectations, en présentent le besoin.

La rapporteuse renvoie au texte de la proposition pour retrouver la liste complète et précise de tous les lieux concernés.

Présentation de la proposition

La proposition a été présentée à la commission, en présence de M. Rémy Pagani, magistrat en charge, par MM. Philippe Meylan, chef du Service des bâtiments, et Marcel-Aimé Chevalley, ingénieur en sécurité au Service des bâtiments. La commission apprend de M. Meylan que, la plupart du temps, les travaux liés

à la sécurité, tels que les remplacements de système de détection ou de sprinklers sont pris en charge dans le cadre du budget d'entretien, c'est pourquoi les crédits d'investissements dans ce domaine sont rares. En matière de sécurité, les technologies se renouvellent en permanence, les normes légales évoluent aussi rapidement et les assurances font régulièrement le point sur l'adéquation entre les moyens de protection et les objets à assurer. Le présent projet représente aussi un allègement des frais de surveillance humaine d'environ 140 000 francs par an. M. Chevalley a informé la commission de manière très complète et précise sur le plan technique. Pour des raisons de confidentialité, la rapporteuse estime qu'il est préférable de ne pas entrer trop dans les détails. Elle se contentera donc de donner un exemple, celui du remplacement des systèmes de transmission d'alarme qui doit s'adapter au fait que Swisscom va abandonner en 2012 la technologie analogique pour passer aux équipements numériques.

Questions des commissaires

Un commissaire démocrate-chrétien a appris, suite à sa question, que la supervision de la sécurité des chantiers est assurée par une équipe du Service du génie civil. Une commissaire d'A gauche toute! (AGT) s'est inquiétée de la sécurité des transmissions de données. Il lui a été répondu que le réseau Ville serait mieux protégé que le réseau Swisscom. Elle a également voulu savoir où se réalisait l'économie en frais de surveillance humaine. Celle-ci ne concerne pas le personnel permanent des établissements municipaux mais les rondes nocturnes de services de polices privées. La gendarmerie ne se déplace que sur appel de celles-ci. M. le maire s'avoue effaré des conditions de conservation de certains biens municipaux. Une commissaire socialiste s'inquiète de changements de portes prévus à la salle du Faubourg, en rappelant l'intérêt patrimonial de cette salle. M. Meylan répond qu'il en sera bien tenu compte. Il explique aussi qu'en ce moment tous les systèmes de sécurité fonctionnent mais qu'ils vieillissent, les pièces de rechange risquent de manquer et il vaut mieux les remplacer. Un commissaire Vert s'interroge sur la durabilité des nouvelles technologies de télécommunication numérique. Elle serait garantie au moins pour quinze ans. Une commissaire socialiste aimerait savoir comment fonctionnent les systèmes anti-intrusion. Il peut s'agir de contacts placés sur portes et fenêtres, de systèmes à infrarouge, de détecteurs de volumétrie et d'alarmes de bris de verre. La présidente AGT de la commission souhaitait connaître le coût total de la surveillance par des polices privées. M. Meylan l'estime à 1 million de francs. Une réponse précise écrite à ce sujet n'est pas parvenue à la rapporteuse (ni à la commission?), la question pourra être reposée en séance plénière. Un commissaire libéral a obtenu des informations supplémentaires sur la question des mises en passe et a appris que le recours à la biométrie était pour l'instant exclu.

Discussion

Un commissaire de l'Union démocratique du centre (UDC) a proposé l'audition de M. Eric Favre, directeur à la Direction des systèmes d'information et de communication, celle-ci a été refusée par une majorité de la commission. La commission a ensuite, sans tergiverser, passé à la prise de position des groupes.

Prise de position des groupes

Le groupe A gauche toute! vote le crédit tout en demandant des informations sur le coût des tâches de surveillance humaine (*note de la rapporteuse: l'information n'est finalement pas parvenue à la commission et à la rapporteuse. Elle devra être éventuellement redemandée en séance plénière*). Les représentants de l'UDC soutiennent le crédit. Le commissaire radical vote le crédit, car il estime que la mise en conformité des systèmes de sécurité est essentielle à la préservation du patrimoine municipal. Il aurait même préféré que l'on s'inquiète plus tôt de l'état des appareils. Les Verts approuvent également le crédit en rappelant que dès le 31 décembre 2012 la société Swisscom n'assurera plus le trafic des transmetteurs analogiques et qu'il faut donc les remplacer par des solutions numériques. Le groupe démocrate-chrétien soutient la proposition PR-771, et comme «parti qui regarde vers l'avenir dit s'attendre à recevoir, dans le futur, de nouvelles demandes de crédit relatives à la sécurité». Les libéraux, tout en étant favorables, font remarquer que les équipements dont il est question ont une durée de vie relativement courte, car la technologie se renouvelle rapidement. C'est la raison pour laquelle cet investissement sera amorti en dix annuités. Enfin, les socialistes l'approuvent également, parce qu'il s'agit de garantir non seulement la sécurité des biens municipaux mais aussi, et surtout, celle des personnes qui travaillent pour la Ville ou fréquentent ses locaux publics.

Vote et conclusion

La proposition PR-771 a été votée à l'unanimité des commissaires présents, soit 2 AGT, 2 L, 1 R, 3 S, 2 UDC, 3 Ve et 2 DC. En conclusion, la commission des travaux et des constructions vous demande, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, d'accepter le projet d'arrêté ci-dessous:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 299 000 francs destiné à la sécurité anti-intrusion, incendie, éclairage de secours, voies d'évacuation, sonorisation d'évacuation et mise en passe pour divers bâtiments propriété de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 299 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif et financier, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2012 à 2021.